ASSEMBLÉE NATIONALE

7 mars 2016

RECONQUÊTE DE LA BIODIVERSITÉ - (N° 3442)

Retiré

AMENDEMENT

N° CD1072

présenté par
Mme Gaillard, rapporteure

ARTICLE 27 A

I. Compléter l'alinéa 4 par la phrase suivante :

« Cette contribution additionnelle est également instituée sur les huiles d'animaux marins dont le commerce et l'utilisation sont soumis aux règles internationales ou nationales relatives aux espèces protégées. »

II. En conséquence, après l'alinéa 5, insérer l'alinéa suivant :

« Le tarif de la taxe additionnelle sur les huiles d'animaux marins mentionnées au I est fixé à 200 euros. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le Sénat a créé une taxe additionnelle à la fiscalité existante sur les huiles alimentaires, en ne ciblant que les huiles de palme et de coprah. Or, le barème de la taxe existante comporte des tarifs visant tous les types d'huiles utilisées pour l'alimentation humaine, dont les « huiles d'animaux marins dont le commerce et l'utilisation sont soumis aux règles internationales ou nationales relatives aux espèces protégées » ; le tarif pesant sur ces huiles est exactement le même que le tarif portant sur l'huile d'olive : environ 19 euros par tonne.

Il est pour le moins étonnant que l'utilisation de cette catégorie d'huiles ne soit pas remise en question. Les huiles extraites de mammifères marins protégés, comme les baleines, pose un problème que l'article 27A inséré par le Sénat permet de traiter, en étendant le champ de la taxe additionnelle à cette catégorie et en lui imposant un tarif très supérieur.